

Matignon peine à calmer la grogne des députés PS

LE MONDE | 24.04.2014 à 11h18 • Mis à jour le 24.04.2014 à 11h21 | Par Patrick Roger

Une valse à deux temps. Premier temps. Mercredi 23 avril, 12 heures, salle Lamartine, à l'Assemblée nationale, les députés membres de la commission des finances attendent le ministre des finances, Michel Sapin, et le secrétaire d'Etat chargé du budget, Christian Eckert, qui vont présenter le programme de stabilité 2014-2017. Au moment où les deux ministres entrent dans la salle, les députés découvrent sur leurs tablettes ou leurs smartphones la « une » du *Monde* : « Sapin douche les attentes du PS ».

« *Il y a une chose qui ne sera pas modifiée par le gouvernement : les grands équilibres et la volonté de redonner de la compétitivité aux entreprises* », répond par avance le ministre aux députés de la majorité qui souhaitent adoucir la potion amère du plan de rigueur annoncé par Manuel Valls. « *Chacun est devant ses responsabilités* », prévient M. Sapin à l'adresse de ceux qui seraient tentés de ne pas voter, mardi 29 avril, le programme de stabilité.

« JE N'AI PAS ÉTÉ ÉLUE POUR ÇA »

Le message – comme la méthode – passe mal. M. Eckert conclut sa présentation de l'effort de réduction de la dépense publique d'une adresse à ses anciens collègues : « *Je souhaite, bien entendu, que votre commission, avant l'Assemblée nationale, soutienne ces orientations.* » Un silence puis : « *Amen* », lâche-t-il dans un souffle, comme résigné. Mais l'heure n'est pas encore aux explications. L'audition à peine achevée, les deux ministres filent à Bercy.

Deuxième temps : 16 h 30, salle Colbert. Cette fois, ce sont les seuls députés socialistes que les deux ministres doivent convaincre. Une réunion de groupe exceptionnelle, alors que l'Assemblée nationale ne siège pas. Pourtant, une centaine de députés sont présents, décidés à dire ce qu'ils ont sur le cœur. Et ils ne s'en privent pas. Même des soutiens loyaux de l'exécutif avouent ne plus pouvoir suivre. « *Je n'ai pas été élue pour ça* », s'exclame Chantal Guittet, discrète élue du Finistère, qui se dit « *en colère* » : « *S'il faut que je quitte le groupe, je le ferai.* »

Un feu roulant d'interventions. Pas moins de vingt-cinq députés prennent la parole. Le paquet en faveur des entreprises – entre 36 et 41 milliards d'euros, soit au-delà des 30 milliards annoncés, selon les documents détaillés qui accompagnent le programme de stabilité – apparaît disproportionné au regard de l'effort supplémentaire qui va être réclamé aux ménages, y compris aux plus modestes.

« ON A L'IMPRESSION DE SERVIR DE PUNCHING-BALL »

Thomas Thévenoud, vice-président de la commission des finances et proche d'Arnaud Montebourg, appelle « *des mesures concrètes* » pour les petits retraités, les salariés du privé et les fonctionnaires du bas de l'échelle, les allocataires du plan

pauvreté. Il refuse de « marcher à la schlague » : « On a l'impression de servir de punching-ball au gouvernement, s'insurge le député de Saône-et-Loire, mais c'est pas nous le problème. »

« On s'est dit les choses sans concession, confie Régis Juanico, proche de Benoît Hamon. On attend maintenant que, d'ici à mardi, il y ait des avancées concrètes. Les Français attendent une inflexion significative. La perception, c'est qu'il n'y a pas d'équilibre en termes de justice sociale. Ces mesures ne passeront pas sur le terrain et on ne sera pas nombreux à les défendre. »

« On veut bien être des bons petits soldats mais, là, ça ne passe pas. Le compte n'y est pas », assure Yann Galut, un des députés qui, avec Karine Berger, ont participé à l'élaboration de scénarios alternatifs au plan d'économies de Manuel Valls. Tour à tour, les intervenants mettent en garde la tribune où siègent le président du groupe, Bruno Le Roux, et les ministres, sous le tableau qui représente Jean Jaurès à l'Assemblée nationale interpellant Clemenceau. « Les Français sont en colère contre nous », prévient Mathias Fekl.

« NOUS AVONS UN DEVOIR D'ALERTE »

« C'est la douche froide inversée », plaisante Pierre-Alain Muet en sortant de la réunion. « La question, c'est à quoi sert un parlementaire, insiste Daniel Goldberg. Il faut qu'on trouve les moyens du dialogue. Il peut y avoir un désaccord entre l'exécutif et sa majorité, ce n'est pas une catastrophe thermonucléaire. »

« On n'est pas dans un moment ordinaire, analyse l'aubryste Christian Paul. Il faut reconstruire une confiance politique. La réalité, c'est que les députés socialistes sont chahutés dans leurs circonscriptions. Nous avons toujours voté mais, là, nous, ne pouvons pas le faire. Nous avons un devoir d'alerte. »

M. Le Roux a mis en garde ceux qui menacent de ne pas voter, mardi, le programme de stabilité. « Il n'y a pas de vote "consultatif". C'est un vote qui engage. » D'ici à mardi, le président du groupe doit s'efforcer de trouver, avec le premier ministre et le ministre des finances, des points d'« atterrissage » sur les questions ouvertes à la discussion : « Nous allons continuer à dialoguer. »

Il a évoqué quatre sujets : les petites retraites, les petits salaires de la fonction publique, les petits contribuables et le plan pauvreté, qu'« il n'y a pas motif à décaler dans cette période de crise ». Est-ce que cela suffira à calmer les attentes des députés ? Des annonces devraient être faites en fin de semaine. Le premier ministre viendra lui-même devant le groupe, mardi, avant le vote à l'Assemblée.